

L'exclusion réciproque grippe la machine politique

Interview de Jean Faniel par Boudewijn Vanpeteghem

En Belgique francophone, plutôt que de parler de coalitions asymétriques, il est préférable, sur le plan politique, de recourir à l'expression « exclusion réciproque ». Depuis les dernières élections législatives, en effet, seuls les libéraux sont présents, pour la partie francophone du pays, au sein du gouvernement fédéral. Mais par contre, le MR ne siège ni au sein des gouvernements wallon et bruxellois, ni au sein du gouvernement de la Communauté française ; le PS et le CDH y tiennent les rênes du pouvoir. Cette situation constitue le point de départ de cet entretien paru dans le magazine flamand *Tertio*.

Jean Faniel : Au lieu d'asymétrie, je préfère parler d'exclusion réciproque. Cette expression reflète avec plus de précision ce qui se passe actuellement sur le plan politique en Belgique francophone. La présence du MR, du PS et du CDH au sein d'un gouvernement mais pas au sein d'un autre grippe la machine politique. La présence pendant très longtemps du PS et du CDH tant au niveau du pouvoir fédéral qu'à celui des entités fédérées fonctionnait comme une sorte de lubrifiant, ce qui fait que la chaîne glissait avec fluidité sur les pignons. Puisque cela n'est plus le cas, les tensions sont à leur comble entre les gouvernements des entités fédérées et l'équipe du gouvernement fédéral. Les contradictions institutionnelles viennent se greffer sur le conflit gauche-droite et elles sont perçues comme des conflits entre partis.

La répartition du quota de médecins illustre cela à merveille. Le ministre PS de l'Enseignement supérieur au niveau de la Communauté française, Jean-Claude Marcourt, est depuis un certain temps en conflit avec la responsable fédérale de la Santé, Maggie De Block, de l'Open VLD. Cela a semblé déboucher sur un compromis en juillet, rejeté aussitôt par le recteur louvaniste Rik Torfs, puis ensuite par la N-VA, partenaire gouvernemental de l'Open VLD. Les francophones perçoivent cette attitude comme un acte hostile des Flamands. Une analyse analogue est faite du refus de la ministre libérale de reconnaître la spécificité des diplômés en psychomotricité, une filière d'étude paramédicale qui existe depuis quelques années dans le sud du pays.

D'autres confrontations ont précédé ces deux matières relatives à la santé encore pendantes. Le PS et le CDH ont difficilement digéré le fait que le gouvernement fédéral n'ait pas assumé un rôle d'arbitre mais ait plutôt pris parti pour les Flamands lorsque ceux-ci, et tout particulièrement la N-VA, sont revenus sur le compromis interne belge concernant le climat dans le cadre de la préparation de la conférence internationale sur le climat de Paris. L'autre pierre d'achoppement portait sur les recettes dans le domaine de l'impôt sur les personnes physiques. Le ministre fédéral des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), a affirmé que les Régions percevraient 750 millions d'euros en moins. Le point a fait l'objet

d'un clash au comité de concertation, où l'autorité fédérale discute avec les gouvernements des entités fédérées, entre le ministre-président wallon, Paul Magnette (PS), et le Premier ministre, Charles Michel (MR). En fin de compte, le gouvernement wallon a obtenu gain de cause : J. Van Overvelde s'était trompé d'environ 600 millions d'euros. La gauche est dans l'opposition à la Chambre des représentants fédérale et il en va de même pour la droite dans les entités fédérées, où l'opposition est également composée des partis de gauche Écolo et le PTB.

Boudewijn Vanpeteghem : PTB, le mot est lâché. Les communistes ont le vent en poupe dans le sud du pays et ont fermement soutenu les grévistes ces dernières semaines. Font-ils mal aux socialistes en leur volant des électeurs ?

Le PS, le MR et le CDH perdent des plumes dans les sondages. Écolo progresse un peu, mais la voie vers le rétablissement est encore longue et le PTB progresse vigoureusement. Les socialistes ont longtemps affirmé qu'une voix pour le PTB était une voix perdue. Ce discours ne vaut plus depuis que le PTB dispose de parlementaires. Le parti met en œuvre une stratégie offensive sur les questions sociales et économiques et se positionne de manière frontale par rapport aux partis classiques qui ont chacun participé aux politiques d'austérité. Le député fédéral du PTB Raoul Hedebouw est un débateur-né et il est omniprésent.

Au sein du PS, on prend conscience que ce parti n'est plus un feu de paille. Le PTB est passé de quelques centaines de membres à plusieurs milliers et il s'attelle indubitablement à sa structuration interne. C'est pourquoi le PS a changé d'attitude et a essayé de mouiller le parti. P. Magnette affirme vouloir collaborer avec ce parti et Elio Di Rupo, le président du PS, a essayé de le faire monter dans la majorité communale à Mons. Reste à savoir s'il s'agit de tentatives honnêtes d'arriver à une collaboration ou plutôt de manœuvres tactiques. Quoi qu'il en soit, le PTB résiste au chant des sirènes du PS et réagit en disant qu'il participera au pouvoir uniquement si sa participation permet de modifier le rapport de force afin de pouvoir tourner le dos de manière radicale aux politiques d'austérité. Et lorsque le PS lui reproche de ne pas prendre ses responsabilités, le PTB réplique qu'il est en coalition avec le SP.A et Groen dans le district anversois de Borgerhout.

Comment cela se passe-t-il pour le PS au sein de l'opposition au niveau fédéral ?

Il n'a pas encore vraiment trouvé le bon ton. Mais bon, la politique du gouvernement Michel poursuit sur la lancée de son prédécesseur le gouvernement Di Rupo, qui a taillé dans le chômage, les pensions et les salaires. Le gouvernement Michel renforce la politique d'austérité avec le saut d'index, l'augmentation de l'âge de la pension, et de nouvelles mesures dans le champ des allocations de chômage. Le maintien d'E. Di Rupo à la présidence du parti et la participation de ce parti au gouvernement en Wallonie n'aident pas non plus le PS à mener une opposition complète au niveau belge. Des critiques sont par ailleurs formulées en interne selon lesquelles, outre l'important exercice de réflexion – les Ateliers du progrès –, il ne se passe pas grand-chose. Ce n'est pas la première fois qu'E. Di Rupo fait l'objet d'un certain mécontentement, mais il en est chaque fois sorti renforcé. Reste à voir si ce scénario va se rééditer ou si, au contraire, c'est la chute qui est au bout du processus.

Quels sont les dossiers politiques qui déterminent la vie politique dans le sud du pays ?

En ce qui concerne la Région wallonne, je pense en tout premier lieu au code du développement territorial. Il a déjà fait l'objet d'heures de débat au Parlement wallon et le dossier a déjà causé pas mal de remous. Il est initialement l'œuvre du parti Écolo au cours de la législature précédente. Mais, depuis 2014, les Verts ne font plus partie de la majorité et la coalition PS-CDH a revu le texte de fond en comble. Lors des séances plénières à l'assemblée, le MR a quitté le Parlement et la majorité a déposé des amendements aux textes approuvés en commission. Le PS et le MR ont également vigoureusement croisé le fer sur le sujet de la redevance kilométrique pour les poids lourds, les libéraux étant radicalement contre. Un troisième dossier concerne la poursuite de la mise en œuvre de la sixième réforme de l'État qui, selon l'opposition, prendrait trop de temps – y compris à Bruxelles.

Si nous évoquons la Communauté française, la première chose qui me vient à l'esprit est la réforme de l'enseignement, le Pacte pour un enseignement d'excellence. L'idée de ce pacte émane de Joëlle Milquet (CDH) et tout le monde de l'enseignement est impliqué. Ce qui va découler des débats n'est pas encore clair. Il faut noter que le CDH n'a obtenu que deux des sept ministres au sein de la Communauté française, mais le portefeuille de J. Milquet représentait 70 % des compétences ; en plus de l'Éducation, la Culture figurait parmi ses compétences, sans oublier tout ce qui touchait à la Petite enfance. Il était donc plus question d'un gouvernement Milquet que de l'équipe de Rudy Demotte.

Ce dernier n'a pas à proprement parler de compétences propres importantes, outre le poste de ministre-président. Et, à l'exception de J.-C. Marcourt, un poids lourd du PS, compétent au sein du gouvernement de la Communauté pour les matières relatives à l'Enseignement supérieur, la Recherche et les Médias, les autres membres socialistes du gouvernement ne sortent pas du lot en termes de visibilité. Tout cela a entraîné des tensions entre les deux partenaires de la coalition mais, depuis le départ de J. Milquet (qui a dû démissionner en raison d'abus présumés de collaborateurs de son cabinet pour sa campagne électorale), les compétences ont été redistribuées. La volonté de J. Milquet de redistribuer les cartes et les subsides dans le secteur culturel par le biais de son opération Bouger les lignes a causé pas mal de remous.

En Wallonie, le ministre-président, P. Magnette, n'a pas non plus beaucoup de compétences propres en plus de la conduite du gouvernement, mais il parvient à être le visage de sa Région. Ici aussi, J.-C. Marcourt est un homme fort de l'équipe gouvernementale ; il est chargé, entre autres, de l'Économie et de la Recherche.

Et Bruxelles ? Que s'y passe-t-il ?

À Bruxelles, le PS est confronté à la difficulté suivante : Laurette Onkelinx, qui occupe en interne les devants de la scène, prend surtout la parole au niveau fédéral et elle n'y a pas encore trouvé le bon ton. Son collègue de parti, Rudi Vervoort, qui est aussi le ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale, ne passe pas beaucoup dans les médias. Et dans cette Région, vous avez bien évidemment l'apport des membres néerlandophones du gouvernement, mais je les vois plutôt comme des électrons libres par rapport à la politique préconisée par leurs partis. Le CD&V et l'Open VLD étaient contre un gouvernement avec les FDF, et pourtant, ce gouvernement a vu le jour. Récemment, le ministre bruxellois du Budget, Guy Vanhengel (Open VLD), est parti en guerre contre une nouvelle régularisation fiscale mise en œuvre par le gouvernement fédéral – dont son

parti est membre – parce que cette régularisation était néfaste pour la Région de Bruxelles-Capitale. Le gouvernement wallon, lui aussi, va aller devant la Cour constitutionnelle.

Pour Bruxelles, les gros dossiers sont, à la louche : la construction d'un nouveau stade de football, la réforme des subsides à l'emploi (en Wallonie aussi), le survol de l'agglomération urbaine et le terrorisme. Ce dernier thème pourrait rapprocher les gouvernements fédéral et bruxellois, mais on voit le premier tirer les ficelles et le second envoyer des reproches à l'attention du gouvernement Michel. Le gouvernement bruxellois est confronté à cette difficulté particulière que deux de ses trois membres néerlandophones appartiennent à un parti qui participe à la coalition fédérale alors que les partis de ses ministres francophones sont dans l'opposition au niveau fédéral.

Cet article a été publié sous le titre « Wederzijdse uitsluiting doet politieke machine haperen » dans : *Tertio*, n° 857-858, 13 juillet 2016, pages 8-9.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL (interviewé par Boudewijn VANPETEGHEM), « L'exclusion réciproque grippe la machine politique », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 13 juillet 2016, www.crisp.be.